

Le mois

Brésil. Une présidence à haut risque

Laurent Delcourt

La foule qui envahit la route longeant la plage de Barra da Tijuca, dans la zone ouest de Rio de Janeiro, est euphorique. Rassemblée autour d'une gigantesque poupée gonflable, à l'effigie de Lula représenté dans un costume de bagnard, elle est venue célébrer la victoire de son « héros », Jair Messias Bolsonaro, au second tour des élections présidentielles brésiliennes et, avec elle, l'émergence, croit-elle, d'un « nouveau Brésil » prospère, harmonieux et débarrassé de la corruption. « Cette victoire, trompette l'un des participants, signifie la libération du PT. Elle signifie l'espoir d'une vie meilleure. Le pays va suivre une nouvelle voie, avec plus d'éthique. » « Nous sommes le peuple indigné, exaspéré par la violence et la corruption, renchérit un autre. Le peuple a parlé. C'est la première fois que je me sens représenté. » Sous une pluie de feux d'artifice, la marée jaune-vert entame en chœur l'hymne national, avant de scander les slogans « Fora PT » (PT dehors !) et « Mito » (« Mythe »), le surnom donné par ses partisans au nouveau locataire du Planalto, le siège de la présidence.

Celui que ces « citoyens de bien » appellent aujourd'hui le « mythe » et qui se considère lui-même comme le « sauveur de la patrie en danger », comme un nouveau messie (une référence à son deuxième prénom), comme l'homme providentiel si longtemps attendu, est pourtant loin d'être un novice, un outsider en politique. Figure de proue de l'extrême droite militaire, Bolsonaro est un

homme du sérail, un pur produit du système : il a siégé pendant près de vingt-sept ans au Congrès national et trois de ses fils occupent une fonction politique.

Comment ce nostalgique de la dictature militaire, réputé davantage pour ses dérapages verbaux et ses prises de position extrêmes que pour ses compétences a-t-il pu se hisser, en l'espace de quelques mois, à la tête du plus grand pays d'Amérique latine ? Regard sur son parcours et son ascension aussi soudaine que vertigineuse.

Du militaire au politique

Jair Bolsonaro est né le 21 mars 1955 à Glicério, une petite ville de l'État de São Paulo, dans une famille à la double ascendance allemande et italienne. Depuis son enfance, il n'envisage rien d'autre qu'une carrière militaire. Adolescent, il aurait même aidé les forces armées dans leur traque des guérilleros de Carlos Lamarca¹, en leur indiquant un supposé camp d'entraînement utilisé dans la région par la guérilla. De cette expérience, il gardera à la fois une haine viscérale du communisme et une fascination sans bornes pour le régime des généraux. Désireux de les servir, il entre, à l'âge de quinze ans, à l'École préparatoire des cadets de la principale académie militaire du pays, pour en ressortir sept ans plus tard avec le grade de sous-officier.

Mais sa carrière militaire est aussi brève que mouvementée. Faisant preuve, selon ses propres supérieurs, d'une ambition excessive, il entre régulièrement en conflit avec sa hiérarchie. En 1986, il est condamné à quinze jours de prison pour insubordination après avoir écrit une tribune polémique pour la revue *Veja*

1 | Ancien militaire et dirigeant de la Vanguarda Popular Revolucionária (Avant-garde populaire révolutionnaire), organisation d'inspiration marxiste en lutte contre la dictature implantée dans la région de Vale do Ribeira (État de São Paulo). Traqué dans tout le pays par les forces armées, il est assassiné dans le sertão (région intérieure) bahianais le 17 avril 1971.

dénonçant la faiblesse des soldes des militaires. Un an plus tard, le capitaine Bolsonaro est mêlé à un étrange projet d'attentat à la bombe dans les casernes pour dénoncer les bas salaires dans l'armée et renvoyé de l'institution sur-le-champ. Blanchi par le Superior Tribunal Militar, Bolsonaro est réhabilité, mais il opte alors pour une carrière politique. Après avoir occupé un court mandat de *vereador* (conseiller municipal) à la ville de Rio, il est élu député fédéral à l'âge de trente-cinq ans, grâce surtout au vote de ses pairs, le noyau dur initial de son électorat. Un siège qu'il occupera sans discontinuité pendant près de trois décennies, sous de nombreuses étiquettes politiques avant de rejoindre le PSL (Parti social libéral) en juin 2018.

Dérapages en série

Reconduit près de sept fois dans son poste de député de l'État de Rio de Janeiro, l'ex-capitaine se distingue alors moins par la qualité de son travail parlementaire et ses compétences, jugées « médiocres » — on lui doit à peine deux lois insignifiantes sur septante-et-un projets de loi proposés —, que par ses provocations haineuses et ses violentes saillies verbales. Devenu la coqueluche de l'extrême droite brésilienne, l'homme est un habitué des polémiques. Il aime provoquer. Il se plaît à humilier. On ne compte plus ses dérapages xénophobes, homophobes et misogynes.

En 2003, à la députée du PT, Maria do Rosario, il lance, « Je ne te violerai pas, car tu ne le mérites pas », expliquant quelques jours plus tard qu'elle ne le méritait pas parce qu'elle « est très laide. Que ce n'est pas son genre » ! En 2011, dans un entretien accordé à *Playboy*, il affirme sans ambages : « Je serais incapable d'aimer mon enfant s'il était homosexuel. Je préférerais que mon fils meure d'un accident plutôt que de voir une moustache près de lui ». La même année, à la fille métisse du célèbre chan-

teur afro-brésilien Gilberto Gil qui l'interroge sur la possibilité pour son fils de tomber amoureux d'une femme noire, il répond excédé : « Je ne vais pas parler de promiscuité avec toi ni avec personne. Cela ne risque pas d'arriver, car mes fils ont été bien élevés et n'ont pas grandi dans le type d'environnement qui, hélas, a été le tien ! » Et, plus récemment, à un parlementaire du PSOL (Partido Socialismo e Libertade) qui réclamait l'ouverture d'une procédure disciplinaire contre lui, il rétorque qu'il n'y répondrait « que sur du papier toilette », car le PSOL « est un parti de connards et de pédés »².

Mais le député d'extrême droite ne réserve pas seulement son fiel aux femmes, aux homosexuels et à ses collègues député(e)s. Sa rancœur vise aussi les communautés autochtones pour lesquelles il ne cache pas non plus un profond mépris. Dans un discours tenu au Club hébraïque de Rio de Janeiro le 4 avril 2017, il compare ainsi des *quilombolas* (membres de communautés traditionnelles afro-brésiennes, descendants d'esclaves fugitifs) à des « parasites », et menace leurs défenseurs : « Vous pouvez avoir la certitude que si j'y arrive (à la présidence de la République), il ne va plus y avoir d'argent pour les ONG. Si cela dépend de moi, tous les citoyens disposeront d'une arme à feu à la maison. Plus un seul centimètre ne sera démarqué pour les réserves indigènes et les *quilombolas*³. » Trente ans plus tôt, dans une interview accordée au *Correio Braziliense*, il avait déjà fait parler de lui en déclarant : « Dommage que la cavalerie brésilienne n'ait pas été aussi efficiente

2| Delcourt L., « Un tea Party tropical? La montée en puissance d'une nouvelle droite au Brésil », *Cetri*, 6 juillet 2015, <https://bit.ly/2DWrcBO>; « Un Tea Party au Brésil? L'inquiétant réveil de l'ultradroite », *La Revue nouvelle*, n° 6/2015, <https://bit.ly/2DZ7P4M>; Leal P. H., « Bolsonaro y la extrema derecha brasilena », *Nueva Sociedad*, mai 2017; Maes R., « Bolsonaro et l'héritage homophobe de la dictature brésilienne », *La Revue nouvelle*, n° 7/2018, p. 18.

3| Leal P. H., *op.cit.*, mai 2017.

que celle des États-Unis, qui a exterminé les Indiens⁴ ». Dans ce Brésil de Bolsonaro qui se résume à son slogan de campagne « Le Brésil au-dessus de tout. Dieu au-dessus de nous », les indigènes n'ont manifestement pas leur place...

Une vision manichéenne du monde

« Le monde de Bolsonaro est extraordinairement manichéen, explique Armelle Enders. D'un côté, le monde en vert et jaune, celui des “bons citoyens” ou “citoyens de bien” (“*cidadãos de bem*”) qui brandissent la Bible et ont le droit de s'armer ; de l'autre, le mal⁵. »

Et ce mal, qui ronge selon lui le Brésil, prend des visages multiples. C'est d'abord le petit délinquant ou le grand criminel, qu'il s'agirait d'éradiquer au plus vite sans autre forme de procès. Ce sont les communistes, les socialistes et les progressistes qui chercheraient à arrimer le pays au régime castriste ou à transformer le pays en un nouveau Venezuela, et qu'il destine soit à la prison, soit à l'exil. Les enseignants accusés d'endoctrinement « marxiste » et les militant(e)s LGBT et féministes qui saperaient les bases de l'édifice moral de la nation. Ce sont ces « marginaux rouges », les sans-toits et les sans-terre qui feraient peser une grave menace sur la propriété privée et devraient, à ce titre, tomber sous le coup des lois antiterroristes. Les indigènes et les communautés traditionnelles, ensuite, qui accapareraient à la nation de bonnes terres productives et draineraient à leur seul profit une grande part des ressources du pays. Ce sont les droits de l'homme, enfin, considérés comme des « privilèges » pour bandit.

Sa vision de la société est celle d'une société épurée, débarrassée de ses scories. Pour ce nostalgique du régime des généraux, dont les portraits tapissent son bureau de député de Brasília, tout ce qui s'oppose aux intérêts supérieurs de la nation (en fait aux intérêts des élites blanches et chrétiennes du pays) devrait être expurgé, éliminé, si nécessaire, par la violence. Bolsonaro ne cache d'ailleurs pas son goût pour cette dernière, comme en 1999, lorsqu'il déclare que « la dictature militaire aurait dû assassiner quelque 30 000 personnes corrompues », à commencer par le président de l'époque, Fernando Henrique Cardoso, que l'« erreur de la dictature a été de torturer [30 000 personnes] plutôt que de les tuer », qu'il faut rendre « le fusil au producteur rural, à l'agrobusiness » parce que « la carte de visite de l'envahisseur [comprendre les sans-terre], c'est une cartouche de 247 ». Ou encore, lorsqu'il dédie son vote en faveur de l'impeachment de Dilma Rousseff au tortionnaire de l'ex-présidente pendant la dictature, le colonel Ustra⁶.

Les ressorts d'une fulgurante ascension

Jusqu'à il y a peu, Bolsonaro n'était toutefois considéré que comme un marginal isolé ou un excentrique ignoble, sans réelle assise populaire. Ses propos vulgaires et outranciers l'ont longtemps confiné dans le seul rôle de « bouffon », bon client des émissions de variétés sensationnalistes. Ex-collaboratrice à la populaire émission *Custe o que custar* (Quoi qu'il en coûte), l'actrice et journaliste Monica Izzi regrette aujourd'hui amèrement d'avoir contribué à assoir sa popularité : « Nous avons joué un rôle central [dans son succès]. Je le regrette... ce n'est pas ce que nous cherchions. C'était un type si ignorant, si pathétique, sans la moindre compétence et véhiculant des valeurs morales

4 | Cité dans Watson F., « Bolsonaro's election is a catastrophic news for Brazil's indigenous tribes », *The Guardian*, 31 octobre 2018.

5 | Enders A., « Brésil : apocalypse now », in *The Conversation*, 24 octobre 2018, <https://bit.ly/2zG0bJH>

6 | Leal P. H., *op.cit.*, mai 2017 ; ParaíbaOnline, 9 février 2017 ; Rayes, Gomez ; 2018

si délirantes... Pour nous, le personnage était tellement bizarre que ça lui donnait un côté burlesque. On n'aurait jamais imaginé que tant de personnes s'identifieraient à un personnage aussi vil.⁷ »

Dans un contexte marqué par une grave récession économique, une interminable crise politico-institutionnelle et la montée de l'insécurité, ses discours sont devenus audibles. Surfant habilement sur la vague de rejet du « monde politique » et de la « corruption », ses propositions radicales et simplistes ont trouvé un nouvel écho dans une société traumatisée par la violence, excédée par la multiplication des affaires et plongée dans le marasme économique.

Le climat de rejet sinon de haine contre le PT et les forces progressistes, entretenu depuis des années par une campagne agressive de diabolisation orchestrée par l'opposition, les médias officiels et une poignée de magistrats en manque de notoriété, lui ont offert un boulevard⁸. Les gigantesques manifestations *pro-impeachment*, organisées dans le pays entre 2014 et 2016, pour réclamer le départ de Dilma Rousseff lui ont donné une visibilité opportune. Et l'incarcération de Lula, puis l'invalidation de sa candidature, fin août, lui ont permis de capter le vote d'une bonne partie de l'électorat, populaire en particulier⁹.

L'attaque au couteau dont il a été victime un mois avant le premier tour des élections lui a ensuite donné une aura inattendue. Et la diffusion massive de *fake news* sur les réseaux sociaux par ses partisans que d'aucuns comparent parfois à une communication de guerre

a joué un rôle décisif dans la dernière ligne droite de la campagne électorale. En l'espace de deux ans, Bolsonaro a ainsi réussi le tour de force de fédérer les mécontents, aux dépens des droites traditionnelles, en pleine déliquescence.

Porte-parole des intérêts dominants

Rangé paresseusement par de nombreux observateurs dans la catégorie commode des « nouveaux populismes », Bolsonaro n'est ni un « Trump tropical », ni un « populiste » au sens classique du terme. « On ne trouve pas, dans les prises de parole de Bolsonaro, note ainsi Armelle Enders, les passages obligés des populismes classiques. Le capitaine à la retraite se réfère rarement au “peuple” et ne déploie pas la rhétorique antio-ligarchique ou antiélite habituelle... faiblement articulé, [son discours] se réduit à un ultranationalisme chimiquement pur, totalitaire et vengeur.¹⁰ »

L'ex-capitaine ne s'oppose nullement à l'establishment ni aux intérêts dominants. Il en est le porte-parole. Si tant est qu'on puisse parler de populisme, le sien n'est rien d'autre qu'une entreprise politique aux services des élites. Il n'est qu'à voir les différents secteurs qui se sont opportunément ralliés à sa candidature ou ont facilité son irrésistible ascension. Les trois grands lobbys parlementaires de l'agrobusiness, des églises évangéliques et des armes à feu qui partagent les conceptions sociales, sécuritaires et moralisatrices rétrogrades de l'ex-capitaine. Le monde des affaires et de la finance, séduit par les propositions du Chicago boy, Paulo Guedes, le futur superministre ultra-libéral de l'Économie de Bolsonaro. L'armée qui n'a cessé d'intervenir ces derniers mois dans le débat public et lui fournira bon nombre de ministres ou proches conseillers. Et une partie de la magistrature, dont le représentant

7 | Cité dans Filgueiras M., « Estas eleições são a continuação do golpe », *Brasil 247*, 18 octobre 2018, <https://bit.ly/2FUGpPT>.

8 | Delcourt L., « Mouvement anticorruption ou coup d'État déguisé? Printemps trompeur au Brésil », *Le Monde diplomatique*, mai 2016, p. 1 et 9.

9 | Delcourt L., *op. cit.*, 2016 et « Brésil : une démocratie à la dérive », *La Libre Belgique*, 19 octobre 2018.

10 | Enders A., *op. cit.*, 2018.

le plus emblématique, le juge Sergio Moro, tombeur de l'ex-président Lula, s'apprête à prendre les commandes du ministère de la Justice.

La fulgurante ascension de Bolsonaro exprime certes un ras-le-bol généralisé par rapport à la dégradation de la situation économique du pays, l'incurie de sa classe politique et l'explosion de la criminalité. Mais, plus fondamentalement encore, elle est l'expression, à la fois, d'une revanche et d'une radicalisation des élites et des classes moyennes du sud du pays, bien décidées à refermer définitivement la parenthèse pétiste, quitte à plébisciter une version tropicale de fascisme¹¹.

Un grand bond en arrière

Privatisations à tout-va, réforme du système des pensions, nomination de nombreux militaires et représentants de l'agrobusiness à des postes clés ; création d'un ministère de la Famille chargé de la moralisation de la vie publique ; démantèlement du Code du travail ; purge des contenus scolaires et mise au pas des enseignants accusés de propagande marxiste, féministe, LGBT ; criminalisation des mouvements sociaux ; réduction de la majorité pénale ; libéralisation du port d'armes, et appel non contenu à l'élimination physique des « marginaux », etc. Autant d'idées et de projets qui préfigurent ce que sera le Brésil de Bolsonaro : un régime fondé sur une vision moralisatrice de la société, une conception thatchérienne de l'économie, un mépris de classe et de race, et un gout prononcé pour la violence envers les minorités ou la dissidence. Non pas un retour aux régimes des généraux, mais une présidence autoritaire et démagogique, soucieuse de respecter les formes démocratiques, mais n'hésitant pas au besoin à prendre des

mesures d'exception, avec le soutien du Congrès, et à fermer les yeux sur la violence des milices urbaines et rurales.

Un gouvernement d'autant plus dangereux pour l'avenir de ce pays aux inégalités abyssales qu'il aura bénéficié cette fois-ci, à la différence du coup d'État de 1964, de l'onction du peuple pour mettre en œuvre son programme socialement rétrograde et politiquement liberticide, même si le nouveau président s'est engagé, publiquement, peu après l'annonce de sa victoire, à respecter la démocratie et la Constitution.

« Pourquoi alors la victoire de Jair Bolsonaro, avec 58 millions de votes contre 47 millions pour Haddad, semble annoncer un coup d'État contre la liberté ? », s'interroge André Singer, politologue réputé à l'université de São Paulo. « Parce que le projet autoritaire qui arrive au gouvernement a été endossé par le peuple. Et sur le plan hégémonique, la majorité issue des urnes donne plus de pouvoirs aux antidémocrates que les chars en 1964. » Et, se référant aux menaces proférées par l'ex-parachutiste contre la *Folha de Sao Paulo* et l'arrivée du juge Moro au gouvernement, le politologue de la USP de conclure, défaitiste : « Bolsonaro fait déjà vrombir les moteurs des avions qui bombarderont les bastions démocratiques... d'où viendra l'énergie nécessaire pour ériger la digue capable de contenir la vague autoritaire. Serons-nous en capacité de construire ce front démocratique qui nous a tant manqué durant les élections ?¹² »

21 novembre 2018

11 | Delcourt L., *op. cit.*, 2018.

12 | Singer A., « A hora mais escura », *Folha de São Paulo*, 2 décembre 2018.